



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/42/PV.4

23 septembre 1987

FRANCAIS

UN LIBRARY

SEP 28 1987

Quarante-deuxième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 4e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le lundi 21 septembre 1987, à 10 heures

Président : M. FLORIN (République démocratique allemande)

Ouverture du débat général [9]

Déclaration de :

M. de Abreu Sodre (Brésil)

Allocution de S. E. M. Ronald Reagan, Président des Etats-Unis d'Amérique

Débat général [9] (suite)

Allocution de M. Yasuhiro Nakasone, Premier Ministre du Japon

Déclaration de :

M. Dhanabalan (Singapour)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 5.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

DEBAT GENERAL

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'aimerais rappeler aux représentants que l'Assemblée générale, à sa 3e séance plénière, a décidé que la liste des orateurs sera close le mercredi 23 septembre, à 18 heures. Je prie les délégations de bien vouloir indiquer le plus exactement possible la durée des discours pour que nous puissions organiser nos séances en conséquence.

M. de ABREU SODRE (Brésil) (parle en portugais; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation) : C'est avec un sentiment renouvelé de confiance en l'Organisation des Nations Unies et une conception claire de son rôle essentiel dans le renforcement de la paix et de la coopération entre les peuples que je monte à cette tribune pour la troisième fois.

Presque toutes les nations du monde sont représentées ici, protagonistes dans la communion universelle et égalitaire dont l'Assemblée générale est l'occasion chaque année. Ici, les nations, grandes et petites, élèvent leurs voix libres et souveraines lors de l'examen des questions importantes qui sont inscrites à l'ordre du jour international.

Le Brésil a le privilège d'ouvrir le débat général. Cela me permet d'être le premier à vous présenter mes compliments, M. Pierre Florin, pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale, et de vous communiquer nos meilleurs vœux de succès absolu dans ces fonctions. Je veux par ailleurs exprimer ma reconnaissance à M. Humayun Choudhury, Ministre des affaires étrangères du Bangladesh, pour la compétence avec laquelle il a présidé les travaux de l'Assemblée générale lors de sa quarante et unième session.

M. de Abreu Sodre (Brésil)

Je suis chargé de mener la politique étrangère d'un Brésil qui a renoué avec la pratique de la démocratie, qui a renforcé son attachement aux intérêts et aux aspirations de son peuple et qui est prêt à entamer un dialogue franc à l'échelle internationale.

Je parle au nom d'un pays qui est tout à fait fidèle à ses traditions diplomatiques, un pays qui édifie son avenir avec détermination, sans se laisser intimider par les obstacles soulevés par les réalités du monde moderne. Malheureusement, cette réalité est indépendante de la volonté et des aspirations de la plupart des peuples du monde et ne correspond pas toujours aux nobles objectifs de cette organisation.

La "crise du multilatéralisme" compromet les tentatives de régler de façon juridique la vie internationale et sape les fondements de la coopération entre Etats.

Le monde ne tolérera plus des structures reposant sur la suprématie du petit nombre et la soumission du grand nombre. Les tentatives visant à imposer des plans oligarchiques pour l'organisation de la société internationale sont de plus en plus discréditées. Il n'y a plus de place pour des formules rigides et exclusives, pas plus que pour des dualismes manichéens, ni pour des théories qui divisent de façon arbitraire le pouvoir dans le monde - théories qui s'inspirent le plus souvent de figures géométriques. Le monde ne connaîtra pas de jours meilleurs tant que l'ordre international ne sera pas véritablement démocratique, et les Nations Unies ont un rôle capital à jouer dans la réalisation de cet objectif.

Aucune nation ou groupe de nations n'a le droit d'imposer ses propres conceptions et solutions à des relations internationales dont la configuration est de plus en plus complexe. Aucune nation ne doit chercher à s'isoler ni à méconnaître les aspirations universelles de la communauté des nations.

Je constate avec satisfaction que les deux superpuissances, grâce à un dialogue direct entre leurs dirigeants, le Président Ronald Reagan et le Secrétaire général Mikhail Gorbatchev, recherchent un terrain d'entente plus fertile et tentent d'instaurer une confiance mutuelle qui, nous voulons le croire, profitera à tous les pays.

Dans cette perspective optimiste, il convient de rappeler que s'est déroulée récemment une réunion importante entre les dirigeants de la République fédérale d'Allemagne et de la République démocratique allemande, le Chancelier Helmut Kohl

M. de Abreu Sodre (Brésil)

et le Président Erich Honecker, événement historique qui pourrait fort bien connaître une évolution positive vers des relations plus mûres et plus constructives.

Au niveau de la diplomatie multilatérale, il y a des signes visibles d'une vitalité encourageante. Ainsi, la décision de créer une zone de paix et de coopération dans l'Atlantique sud, qui revêt une importance indéniable pour la réalisation des buts et des principes de notre organisation. On peut encore espérer un règlement pacifique du conflit qui, depuis plus de 10 ans, fait rage en Amérique centrale.

L'Organisation des Nations Unies témoigne de la prise de conscience par l'humanité du fait que seul le dialogue et la persuasion permettront de résoudre à l'amiable les différences entre Etats. En adoptant à l'unanimité la résolution 598 (1987) sur le conflit entre l'Iran et l'Iraq, le Conseil de sécurité a montré qu'il était capable d'agir de façon constructive en vue de parvenir à un règlement pacifique et négocié des différends. Cette mesure prise pour restaurer la paix, aux termes de la Charte, nous porte à croire que, dans d'autres cas, il sera possible de recourir à l'autorité du Conseil de sécurité, dans le même esprit de conciliation. Je suis convaincu que le potentiel diplomatique du Conseil devrait être utilisé dans toute la mesure du possible.

Fort de cette conviction, le Brésil a décidé de présenter sa candidature pour l'un des sièges attribués à l'Amérique latine au Conseil de sécurité. Le Brésil est convaincu qu'il est à même d'apporter une contribution constructive au cours des deux années à venir, en vue de réactiver le rôle du Conseil et de régler les problèmes qui peuvent avoir des répercussions sur la paix et la sécurité internationales. Le Groupe de l'Amérique latine nous ayant fait l'honneur d'avoir appuyé notre candidature à l'unanimité, nous espérons être tout aussi dignes d'un vote de confiance de la part de l'Assemblée générale.

Les signes les plus récents d'une dissipation des nuages qui assombrissaient la situation politique internationale contrastent avec la crise économique qui se prolonge indéfiniment. L'ampleur des défis auxquels se trouvent confrontées les nations en développement et l'absence totale de progrès dans la restructuration de l'ordre économique international sont les deux aspects d'une même réalité, d'un panorama profondément troublant.

M. de Abreu Sodre (Brésil)

Il semble que l'on ne prenne pas davantage conscience du drame et des préoccupations des nations du tiers monde, ni de leur droit à un avenir d'épanouissement et de progrès, constamment menacé. Je viens d'un pays en développement qui ne renoncera jamais à ce droit et qui est convaincu non seulement de la justice et de la légitimité de sa revendication, mais également de la viabilité de ses objectifs dans le domaine économique et social.

La communauté internationale a également lieu d'être préoccupée face à la persistance des crises politiques qui se trouvent aggravées par le recours à la force en violation de la Charte des Nations Unies. L'année dernière seulement, je faisais observer à l'Assemblée que là où l'on recourt actuellement à la force, l'impasse l'emporte le plus souvent sur la victoire ou la défaite. Le recours à la menace ou à l'emploi de la force est non seulement illégal mais inefficace.

M. de Abreu Sodre (Brésil)

Il en va ainsi de la région du Golfe où le mécanisme de la violence s'emballé, hors de tout contrôle. C'est vrai aussi en Afrique australe, avec la persistance d'un climat de tension provoqué par le régime de l'apartheid, les retards injustifiables dans l'octroi de l'indépendance à la Namibie et les actes d'hostilité et d'agression perpétrés par l'Afrique du Sud contre ses voisins. Seuls l'intolérance, l'absence de clairvoyance et le caractère déraisonnable de la politique raciste de l'Afrique du Sud peuvent expliquer le maintien de cette situation qui est un affront à la dignité humaine et viole les principes régissant les relations entre Etats.

D'un autre côté, il est de plus en plus urgent de donner un élan nouveau aux efforts tentés pour parvenir à une paix durable, complète et juste au Moyen-Orient. Le Brésil est convaincu que la convocation d'une conférence de paix internationale, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, à laquelle participeraient toutes les parties intéressées, devient de plus en plus urgente. A ce propos, je rappelle notre consternation devant les souffrances infligées au peuple libanais; ce pays mérite que son intégrité soit respectée.

Nous espérons que les ententes auxquelles sont parvenues les deux parties concernées, avec la participation des Nations Unies, aboutiront rapidement au retrait des troupes étrangères d'Afghanistan et à la cessation de toute forme d'ingérence extérieure, afin que le peuple afghan puisse exercer son droit souverain à l'autodétermination.

C'est avec préoccupation que nous constatons que l'affaire des Malvinas demeure dans l'impasse. Le Brésil, qui reconnaît les droits souverains de l'Argentine, espère que les parties concernées tiendront compte de l'appel qui leur a été lancé à maintes reprises par l'Assemblée générale de s'efforcer, par la voie du dialogue, de parvenir à un règlement négocié de tous les aspects du différend.

Je note avec satisfaction que les propositions faites à cette tribune, en 1985, par M. José Sarney, Président de mon pays, à propos de l'Atlantique sud, sont heureusement devenues réalité grâce à une initiative dont le point culminant a été l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 41/11, le 27 octobre 1986. La création d'une zone de paix et de coopération dans l'Atlantique sud signifiait que la communauté internationale reconnaissait la détermination des pays sud-américains et africains de la région de maintenir leur souveraineté et leur indépendance territoriale et de promouvoir la coopération en vue du développement économique et social dans un contexte de paix et de liberté.

M. de Abreu Sodre (Brésil)

Afin que cette décision soit mise en oeuvre comme il convient, d'autres Etats doivent y coopérer de bonne foi. Cela est indispensable. Les Etats les plus importants du point de vue militaire sont notamment invités à respecter scrupuleusement le statut pacifique qui régit la région et à éviter d'y étendre des rivalités et des conflits qui lui sont étrangers. Je ne saurais manquer de souligner que de graves foyers de tension y persistent, ceci au détriment de la réalisation pleine et entière des objectifs et principes des décisions adoptées par l'Assemblée générale.

Du haut de cette tribune, je tiens aussi à dire avec quelle satisfaction le Brésil envisage la possibilité de conclusion, dans un proche avenir, d'un premier accord dans l'histoire du désarmement nucléaire. Si, comme nous le souhaitons tous, les Etats-Unis et l'Union soviétique parviennent à s'entendre sur les armes atomiques à portée moyenne, ce sera la première mesure de désarmement réelle, par opposition aux accords antérieurs qui n'étaient rien de plus qu'une gestion palliative de la course aux armements.

Il est évident que les pays les plus lourdement armés ont une responsabilité première dans le processus de désarmement. Mais il est tout aussi incontestable que d'autres Etats ont le droit de participer au processus de prise de décision sur des problèmes qui, même s'ils sont causés par certains, affectent tout le monde sans exception. Par conséquent, nous estimons indispensable que les négociations entre les superpuissances soient liées aux efforts déployés dans les instances multilatérales de désarmement, notamment la Conférence du désarmement, à laquelle un mandat particulier a été confié.

Comme je l'ai souligné dans ma déclaration lors de la septième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le monde en développement a été plongé dans une profonde crise et les efforts que nous entreprenons pour relancer la croissance économique se heurtent à une réalité internationale adverse, dont les structures accentuent les différences au lieu de les réduire. J'ai également affirmé à cette occasion que les tentatives pour forger l'avenir sur les modèles du passé empêchaient la reprise de la croissance et le développement à l'échelle mondiale, et l'apparition d'un système international plus juste et plus équitable.

L'entente à laquelle on est parvenu sur le problème de la dette extérieure, telle qu'elle ressort de la résolution 41/202 adoptée lors de la quarante et unième session de l'Assemblée générale, traduit le progrès prometteur qui a été réalisé et

M. de Abreu Sodre (Brésil)

qu'il faudrait maintenant consolider. Je rappelle ici la position ferme et claire de mon pays : nous reconnaissons nos obligations financières internationales; nous nous acquitterons de notre dette extérieure si les conditions sont justes et raisonnables. Nul ne peut dire que le Brésil a épargné le moindre effort pour surmonter ses difficultés. Cependant, il ne peut pas mettre en danger son propre développement.

Alors qu'ils s'efforcent de saisir davantage d'occasions dans le domaine économique, les pays en développement rencontrent des restrictions des plus sévères qui leur sont imposées par leurs partenaires industrialisés dans le domaine de la finance, du commerce des biens et services et, notamment, de l'assimilation des connaissances en matière de technologies.



M. de Abreu Sodre (Brésil)

C'est une tendance qui sape la lutte héroïque des pays en développement pour assurer à leur peuple un avenir digne et prospère. C'est une tendance qui anéantit l'aspiration de ces nations à une participation plus juste et plus équitable à l'économie internationale - et c'est plus qu'une aspiration; c'est un droit incontestable.

Le Brésil n'a d'autre choix que la croissance. Nous devons répondre aux besoins cruciaux d'une vaste population qui, dans de nombreuses couches, n'a connu que la pauvreté et la souffrance. Pour nous, le développement n'est pas un choix, c'est un impératif.

Les efforts déployés par les pays en développement pour créer un nouvel ordre économique international n'aboutiront que s'ils s'accompagnent de mesures efficaces pour éliminer les distorsions qui existent dans la politique de transfert des connaissances scientifiques et techniques. A cet égard, on peut noter l'effort énergique entrepris par certains pays développés qui cherchent à créer une nouvelle division internationale du travail, mais une division plus inéquitable et plus dommageable pour nos intérêts, car elle méconnaît notre droit légitime à accéder aux progrès les plus récents dans le domaine scientifique et à la maîtrise des technologies modernes. Comme le Président Sarney l'a déclaré le 4 septembre lorsqu'il a annoncé la maîtrise par le Brésil de la technique d'enrichissement de l'uranium, le Brésil ne peut pas renoncer à accéder sans aucune restriction à toutes les connaissances scientifiques disponibles et à leur application pratique.

Je tiens à cet égard à réitérer l'attachement de mon pays à l'utilisation exclusivement pacifique de l'énergie nucléaire. Cet engagement est incontestable; mais il est étayé, de plus, par les effets positifs des progrès techniques du Brésil dans ce domaine, parallèlement à ceux réalisés par des nations soeurs, sur le renforcement de la coopération et de la confiance mutuelle en Amérique latine. Les initiatives de collaboration prises en particulier par le Brésil et l'Argentine assureront la maîtrise du cycle nucléaire sans mise au point d'armes atomiques sur notre continent. Cet objectif commun a été souligné lors de l'échange de correspondance entre les Présidents José Sarney et Raul Alfonsín lorsque la maîtrise par le Brésil de la technique d'enrichissement de l'uranium a été rendue publique.

Le fait que l'Amérique latine prouve qu'elle est capable de trouver des réponses pratiques et nouvelles à ses propres problèmes est très encourageant. A cet égard, je tiens à citer l'exemple de l'action dynamique entreprise par le

M. de Abreu Sodre (Brésil)

Groupe de Contadora, avec l'appui politique du groupe d'appui, dont le Brésil est membre, dans sa recherche d'une solution authentiquement latino-américaine au conflit de l'Amérique centrale.

Au nom de mon gouvernement, je me félicite des accords importants intervenus le 7 août dernier au Guatemala. A cette occasion, les chefs d'Etat des cinq nations d'Amérique centrale ont prouvé de façon historique et sans ambiguïté leur volonté politique de résoudre le conflit. Le Brésil estime que l'accord signé à ce moment-là offre une occasion unique de garantir la paix dans la région. A cette fin, nous avons contribué de façon active et intéressée aux accords qui ont abouti à la décision, adoptée le 22 août à Caracas, de constituer une commission internationale aux fins de vérification et de surveillance.

Le Brésil estime que les résultats des initiatives prises récemment concernant la recherche d'une solution pacifique à la crise de l'Amérique centrale prouvent que les pays de la région sont eux-mêmes à même de trouver des solutions pour mettre un terme au conflit qui préoccupe et affecte l'Amérique latine tout entière. A cette fin, il faut absolument que tous les autres pays qui ont des liens ou des intérêts dans la région évitent toute attitude qui puisse rendre ces solutions non viables.

Cette même capacité de l'Amérique latine à trouver ses propres solutions aux problèmes du continent est confirmée par la création d'un mécanisme permanent de consultation et de coordination politique, institué à la suite de l'expérience fructueuse acquise au cours de plus de deux années de contacts couronnés de succès entre les huit pays que constituent le Groupe de Contadora et le groupe d'appui.

La décision de ces pays, prise le mois dernier à Sao Paulo, de tenir des réunions périodiques au niveau présidentiel, indique que le processus de coordination régionale commencé à Rio de Janeiro a rapidement mûri. En fait, le Groupe des Huit fait partie intégrante d'un processus de concertation régionale plus étendu, dont on retrouve l'une des nombreuses facettes dans les efforts renouvelés visant à l'intégration de l'Amérique latine, que le Brésil, ainsi que d'autres pays de la région, encouragent dans diverses enceintes, comme l'Association latino-américaine d'intégration, le Système économique latino-américain, l'Organisation de l'énergie latino-américaine et le Consensus de Carthagène.

Je tiens à réaffirmer dans cette enceinte mondiale l'importance que mon pays attache aux accords d'intégration et de coopération économique conclus avec l'Argentine et l'Uruguay au début de l'année dernière. Il s'agit là d'instruments

M. de Abreu Sodre (Brésil)

d'une importance véritablement historique qui prouvent notre résolution fraternelle de croître ensemble, de renforcer nos institutions démocratiques et de contribuer au succès d'une plus grande entreprise dont la réalisation semble davantage à notre portée aujourd'hui qu'hier, à savoir l'intégration de l'Amérique latine dans son ensemble.

Mon discours aujourd'hui est plus empreint d'optimisme et d'espoir que celui que je prononçai ici même l'année dernière. Cette attitude s'explique par certains aspects positifs de la situation internationale actuelle.

M. de Abreu Sodre (Brésil)

Parallèlement à cet optimisme, à cette espérance, je ne peux cacher cependant ma déception ni même mon indignation devant certains déséquilibres et injustices qui demeurent sur la scène économique internationale. Les progrès récents dans le domaine politique ne s'accompagnent pas de progrès dans la lutte contre la misère et la pauvreté. Au contraire, l'insensibilité et l'attitude inflexible des pays développés apparaissent de plus en plus clairement lorsqu'il s'agit de commerce, de finances et de transferts de technologie.

Mon pays traverse actuellement une période d'importance cruciale pour la définition de ses orientations politiques et institutionnelles. Nous sommes sur le point d'adopter une nouvelle constitution dans le cadre du perfectionnement de notre mode de vie démocratique.

Le Brésil est prêt à poursuivre la voie de la paix et de la construction. C'est la voie qui aboutira au progrès et à la prospérité pour notre peuple en harmonie croissante et en coopération de plus en plus étroite avec toutes les nations amies.

La séance, suspendue à 10 h 45, est reprise à 11 heures.

ALLOCUTION DE S. E. M. RONALD REAGAN, PRESIDENT DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président des Etats-Unis d'Amérique, S. E. M. Ronald Reagan.

M. Ronald Reagan, Président des Etats-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président des Etats-Unis d'Amérique, M. Ronald Reagan, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT REAGAN (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord de saluer le retour du Secrétaire général, qui vient d'effectuer un pèlerinage pour la paix au Moyen-Orient. Des centaines de milliers de personnes sont déjà tombées dans le conflit sanglant qui oppose l'Iran à l'Iraq. Tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté prient pour que le carnage prenne bientôt fin, et nous prions pour que le Secrétaire général soit non seulement un pèlerin, mais aussi l'architecte d'une paix durable entre ces deux nations. Monsieur le Secrétaire général, les Etats-Unis vous appuient. Que Dieu vous guide dans vos tâches à venir.

Comme le Secrétaire général, nous tous ici, aujourd'hui, accomplissons une sorte de pèlerinage. Cette grande salle, haut lieu de l'espérance, accueille tous les continents, toutes les races et la plupart des religions venues, au nom de la paix, pratiquer la diplomatie. De nos jours, la diplomatie est bien entendu un métier subtil et nuancé. On dit d'ailleurs que lorsqu'un des diplomates les plus astucieux du XIXe siècle est mort, les autres diplomates se sont demandés en apprenant sa mort : "A votre avis, qu'est-ce que ce vieux renard voulait dire par là?"

Mais les véritables qualités d'homme d'Etat ne requièrent pas seulement de l'habileté, mais quelque chose de plus. Quelque chose que nous appelons vision, une façon de saisir le présent et les possibilités qu'offrent l'avenir. Je suis venu ici, aujourd'hui, vous dire la façon dont je vois le monde, une façon qui, je l'espère, est partagée, pour l'essentiel, par tous les Américains. Et j'espère que ceux qui ne voient pas les choses de la même façon ne m'en voudront pas si je leur dit qu'aux Etats-Unis, nous croyons que le premier endroit où il faut chercher à

Le Président Reagan

façonner l'avenir ne se trouve ni dans les masses continentales, ni dans les voies maritimes, bien que la géographie revête évidemment une très grande importance. Il ne se trouve pas non plus dans les réserves nationales de sang et de fer ou encore dans l'industrie ou l'argent, bien que la puissance militaire et économique soit aussi, bien entendu, cruciale. Nous commençons par quelque chose de beaucoup plus simple et pourtant bien plus profond : le coeur de l'homme.

A l'heure actuelle, à travers le monde entier, les aspirations émanant du coeur de l'homme infléchissent le cours des affaires internationales et démentent le mythe du matérialisme et du déterminisme historique. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir les simples aspirations des gens ordinaires telles que l'histoire contemporaine les a consignées en lettres d'or.

L'année dernière, aux Philippines, des gens ont ravivé l'esprit de la démocratie et rétabli le processus électoral. On a dit qu'il s'agissait d'un miracle. Si tel est le cas, un miracle semblable, une transition vers la démocratie, est en train de s'opérer en République de Corée. A Haïti, une pareille transition s'opère également. Certains se désespèrent de voir de jeunes et nouvelles démocraties affronter des conflits ou des défis, mais toutes les démocraties connaissent des moments douloureux. Les Etats-Unis les ont connus, comme toutes les autres démocraties de la terre.

En Amérique latine, on peut aussi entendre les voix de la liberté retentir dans les plaines et sur les cimes. C'est le chant de gens ordinaires qui se rendent, non pas en uniformes ou en rangs militaires mais un par un et dans leurs tenues de travail quotidiennes, aux urnes. Il y a 10 ans, un tiers seulement des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes vivaient en démocratie ou dans des pays en voie d'accéder à la démocratie. Ils sont maintenant plus de 90 %.

Mais ce mouvement mondial vers la démocratie ne représente pas l'unique façon dont des gens simples, ordinaires, nous dirigent dans cette salle - nous qui sommes censés faire l'histoire - nous guident vers l'avenir. De nouvelles industries, une nouvelle croissance économique, de nouvelles techniques apparaissent, de par le monde, dans les ateliers de ces gens ordinaires qui font des rêves extraordinaires.

Ici aux Etats-Unis, l'énergie des entrepreneurs, dynamisée par l'allègement des impôts et des règlements, a nourri l'expansion économique actuelle. D'après des spécialistes du Massachusetts Institute of Technology, trois-quarts des quelque 13,5 millions d'emplois nouveaux que nous avons créés depuis le début de notre

Le Président Reagan

expansion l'ont été par des entreprises comptant moins de 100 employés, des entreprises créées par des gens ordinaires qui ont osé prendre des risques. Nombre de nos nouvelles techniques de pointe ont été élaborées, à l'origine, dans les garages d'entrepreneurs indépendants. Et pourtant l'Amérique ne constitue pas le seul, voire l'exemple le plus frappant, du dynamisme et des rêves que la libéralisation des marchés concrétise.

En Inde et en Chine, des marchés plus libres pour les agriculteurs ont entraîné une explosion de la production. En Afrique, des gouvernements repensent leur politique, et là où ils autorisent une plus grande liberté économique aux agriculteurs, la production des récoltes s'est améliorée. Dans l'intervalle, dans les pays nouvellement industrialisés du bassin du Pacifique, les marchés libres dans les services, les industries et l'agriculture ont entraîné une explosion de la croissance et un relèvement du niveau de vie. Les nations de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), le Japon, la Corée et Taïwan, sont à l'origine du véritable miracle économique de ces 20 dernières années et, pour chacun d'entre eux, l'essentiel de cette magie a émané de gens ordinaires, qui ont réussi comme entrepreneurs.

En Amérique latine, cette même leçon des marchés libres, de plus grandes possibilités et de croissance est à l'étude et appliquée. Le Président Sarney, du Brésil, a parlé au nom de bien d'autres lorsqu'il a dit que l'"initiative privée est le moteur du développement économique. Au Brésil, nous avons appris que chaque fois que l'on s'ingère dans l'économie, notre liberté diminue." Eh bien oui, les politiques qui libèrent les rêves des gens ordinaires se multiplient à travers le monde. De la Colombie à la Turquie et à l'Indonésie, des gouvernements diminuent les impôts, revoient leurs règlements et favorisent l'initiative.

Il a beaucoup été fait état, ici, du "droit au développement". Mais l'on prend de plus en plus conscience que le développement n'est pas en soi un droit. Il est le fruit d'autres droits : le droit à la propriété; le droit d'acheter et de vendre librement; le droit de passer des contrats; le droit d'être à l'abri d'impôts et de règlements abusifs; d'administrations trop lourdes. Des études ont montré que les pays qui ont un taux d'imposition faible ont une croissance supérieure à ceux dont l'imposition est élevée.

Le Président Reagan

Nous connaissons tous le phénomène de l'"économie clandestine". Un spécialiste, Hernando de Soto, et ses collègues ont examiné la situation d'un pays, le Pérou, et décrit l'économie des déshérités qui contournent une imposition écrasante et des règlements étouffants. Cette "économie officieuse", comme l'appelle les spécialistes, est celle qui fournit les principaux biens et services et qui constitue bien souvent la seule façon de gravir les échelons.



Le Président Reagan

Dans la capitale, elle couvre à peu près tous les transports publics et la plupart des marchés urbains. Les experts ont conclu que, grâce à cette économie officieuse, "les pauvres peuvent travailler, voyager, et avoir un toit sur leur tête". Ils auraient pu ajouter que, en devenant des entrepreneurs clandestins ou en travaillant pour eux, ces pauvres sont devenus moins pauvres et la nation elle-même s'est enrichie.

Ceux qui préconisent des solutions d'Etat pour le développement devraient en prendre note : le marché libre est l'autre voie qui mène au développement et c'est la seule vraie voie. Contrairement à bien d'autres voies, celle-ci mène quelque part. Elle marche.

Voilà donc je crois, où nous pouvons arriver à distinguer l'avenir du monde : dans le coeur du commun des mortels, dans les espoirs que ceux-ci entretiennent pour eux et pour leurs enfants, dans leurs prières lorsqu'eux-mêmes et leurs familles se couchent chaque soir. Ces gens simples sont les géants de la terre, les véritables bâtisseurs du monde et ceux qui modèlent les siècles à venir. Certes, s'ils triomphent, comme je suis persuadé qu'ils le feront, nous connaissons enfin un monde de paix et de liberté, de possibilités et d'espoirs et, certes, de démocratie, un monde où l'esprit de l'humanité aura enfin conquis les vieux ennemis familiers de la famine, de la maladie, de la tyrannie et de la guerre.

Telle est ma vision, la vision de l'Amérique. J'admets que certains gouvernements présents dans cette salle ont d'autres idées. Certains ne croient pas à la démocratie ou à la liberté politique, économique ou religieuse. Certains croient à la dictature, qu'il s'agisse de la dictature d'un homme, d'un parti, d'une classe, d'une race ou d'une avant-garde. Je me contenterai de dire à ces gouvernements que le prix de l'oppression est clair. Vos économies seront de plus en plus dépassées. Vos peuples deviendront de plus en plus turbulents. Ne vaut-il pas mieux prêter l'oreille maintenant aux espoirs des peuples qu'entendre plus tard leurs malédictions?

Et cependant, malgré nos divergences, c'est un espoir commun qui nous a tous amenés à faire ensemble ce pèlerinage : l'espoir que l'humanité transformera un jour ses épées en socs de charrue, l'espoir de la paix.

Il n'y a pas un endroit sur terre où la paix ait davantage besoin d'amis qu'au Moyen-Orient. Les peuples de cette région aspirent de plus en plus à la paix. Les Etats-Unis continueront d'être un partenaire actif dans les efforts des parties afin de se réunir pour régler leurs divergences et bâtir une paix juste et durable.

Le Président Reagan

Ce mois marque le début de la huitième année de la guerre entre l'Iran et l'Iraq. Il y a deux mois, le Conseil de sécurité a adopté une résolution contraignante exigeant un cessez-le-feu, un retrait et des négociations pour mettre fin à la guerre. Les Etats-Unis appuient pleinement la mise en oeuvre de la résolution 598 (1987), de même qu'ils appuient la récente mission du Secrétaire général. Nous nous félicitons que cette résolution ait été acceptée par l'Iraq et continuons d'être déçus que l'Iran ne soit pas disposé à le faire.

A ce propos, je sais que le Président de l'Iran va prendre la parole devant vous demain. Je saisis cette occasion pour lui lancer un appel net et sans équivoque afin qu'il dise si l'Iran accepte ou non la résolution 598 (1987). Si sa réponse est affirmative, elle constituera un pas dont nous nous féliciterons et une percée importante. Si elle est négative, le Conseil n'aura d'autre choix que d'adopter rapidement des mesures d'exécution.

Pendant 40 ans les Etats-Unis ont indiqué clairement qu'ils avaient un intérêt vital dans le golfe Persique et les pays qui lui sont riverains. Les réserves de pétrole qui s'y trouvent ont une importance stratégique pour les économies du monde libre. Nous nous sommes engagés à maintenir le libre transit de ce pétrole et à empêcher que cette région soit dominée par une puissance hostile quelle qu'elle soit.

Nous ne recherchons ni l'affrontement ni les troubles avec l'Iran ou avec qui que ce soit d'autre. Notre objectif est actuellement, comme il l'a toujours été, de trouver un moyen de mettre fin à la guerre, sans qu'il y ait vainqueur ou vaincu. L'intensification de notre présence navale dans le Golfe ne favorise ni un côté ni l'autre. C'est une réplique à la montée des tensions et elle a eu lieu à la suite de consultations avec nos amis dans la région. Lorsque la tension diminuera, il en ira de même de notre présence.

Les Etats-Unis se félicitent de l'évolution diplomatique récente dans de nombreux domaines : l'adoption unanime de la résolution 598 (1987), la déclaration de la Ligue arabe lors de sa récente réunion à Tunis et la visite du Secrétaire général. Il demeure pourtant encore des problèmes.

L'Union soviétique a contribué à élaborer la résolution 598 (1987) et a aidé à parvenir à un accord sur ce point. Mais en dehors du Conseil de sécurité, les Soviétiques ont agi différemment. Ils ont demandé le retrait de notre force navale du Golfe, où elle se trouve depuis 40 ans. Ils ont proféré de fausses accusations selon lesquelles les Etats-Unis, plutôt que la guerre elle-même, seraient à la

Le Président Reagan

source des tensions dans le Golfe. De telles déclarations ne sont pas utiles. Elles détournent l'attention du défi que nous devons tous relever, à savoir apporter une fin juste à la guerre.

Les Etats-Unis espèrent que les Soviétiques s'associeront aux autres membres du Conseil de sécurité pour chercher avec ardeur à mettre fin à un conflit qui n'aurait jamais dû commencer, qui aurait dû se terminer il y a longtemps et qui est devenu l'une des grandes tragédies de l'après-guerre; ailleurs dans la région, nous assistons à la continuation de l'occupation soviétique de l'Afghanistan. Au bout de près de huit ans, de 1 million de morts, de presque 4 millions de personnes contraintes à l'exil et de combats plus intenses que jamais, il est temps pour l'Union soviétique de s'en aller.

Le peuple afghan doit avoir le droit de décider de son propre avenir à l'abri de toute coercition étrangère. Il n'y a aucune excuse à prolonger une guerre brutale ou à soutenir un régime dont les jours sont nettement comptés. Ce régime offre des propositions politiques qui semblent être des compromis mais qui ne feraient qu'assurer la perpétuation de la puissance de ce régime. Ces propositions n'ont pas passé la seule épreuve importante : elles ont été rejetées par le peuple afghan. Chaque jour, la résistance se renforce. Elle forme une partie indispensable à la recherche d'une solution négociée.

La communauté internationale doit continuer d'insister sur une autodétermination véritable, sur le retrait rapide et total de l'Union soviétique, et sur le retour des réfugiés dans leurs foyers, en sécurité et dans l'honneur. Des efforts s'exerceront peut-être pour faire pression sur quelques pays afin qu'ils modifient leur vote cette année, mais cet organe, je le sais, votera de façon écrasante, comme tous les ans jusqu'ici, en faveur de l'indépendance et de la liberté afghanes.

Nous avons pris note de la déclaration du Secrétaire général Gorbatchev selon laquelle l'Union soviétique serait prête à se retirer. En avril, j'ai demandé à l'Union soviétique de fixer cette année la date du début de ce retrait. Je réitère à présent cette demande, dans cette instance au service de la paix. Je me porte garant que, une fois que l'Union soviétique aura prouvé de manière convaincante qu'elle est prête à accepter un règlement politique véritable, les Etats-Unis seront disposés à y contribuer.

Je voudrais ajouter une dernière remarque à ce sujet. Le Pakistan, en dépit d'énormes pressions et d'une forte intimidation, a accueilli des réfugiés afghans.

Le Président Reagan

Nous saluons le courage du Pakistan et du peuple pakistanais. Ils méritent que nous les soutenions tous avec énergie.

Un autre conflit régional que nous connaissons tous se déroule en Amérique centrale, au Nicaragua.

A la délégation sandiniste qui se trouve ici aujourd'hui, je dirai ceci : votre peuple connaît la véritable nature de votre régime. Il a vu ses libertés réprimées. Il a vu que les promesses de 1979 n'étaient pas tenues. Il a vu les salaires réels et les revenus personnels diminuer de moitié - oui, de moitié - depuis 1979, tandis que l'élite de votre parti vit dans le luxe et bénéficie de privilèges.

Voilà pourquoi, en dépit d'une aide de 1 milliard de dollars de la part du bloc soviétique au cours de l'année dernière seulement, en dépit de l'armée la plus importante et la mieux équipée de l'Amérique centrale, vous vous trouvez face à une révolution populaire chez vous. Voilà pourquoi la résistance démocratique peut opérer librement au coeur même de votre pays. Et cette révolution ne devrait pas vous surprendre. Ce n'est que la révolution que vous avez promise au peuple et que vous avez trahie par la suite.

L'objectif de la politique des Etats-Unis envers le Nicaragua est simple. C'est aussi l'objectif du peuple nicaraguayen et des combattants de la liberté : c'est la démocratie, une démocratie véritable, libre, pluraliste et constitutionnelle. Comprenez bien cela : nous n'accepterons pas, et la communauté mondiale n'acceptera pas non plus, une "démocratisation bidon" destinée à masquer la perpétuation de la dictature.

Le Président Reagan

En cette 200e année de notre Constitution, nous savons qu'une vraie démocratie dépend des garanties d'une structure constitutionnelle qui empêche la concentration des pouvoirs. C'est cela qui assure les droits - le relâchement temporaire de contraintes qui peuvent, plus tard, être resserrées, n'est pas une démocratisation.

Encore une fois, je m'adresse aux Sandinistes pour leur dire ceci : nous continuons d'espérer que le Nicaragua se transformera en une véritable démocratie, comme celles que nous avons vu naître dans la présente décennie en Amérique centrale. Nous nous félicitons des principes consacrés dans l'accord du Guatemala, qui lie la sécurité des démocraties d'Amérique centrale à une réforme démocratique au Nicaragua. Le moment est venu pour vous d'arrêter la machine militaire qui menace vos voisins et qui attaque votre propre peuple. Il faut que vous desserriez votre étau sur les activités politiques internes. Il vous faut organiser des élections nationales libres et justes. Les médias doivent être véritablement libres et ne pas se voir censurer, intimider ou entraver par des mesures détournées, comme le refus de fournir le papier journal nécessaire ou les menaces contre les journalistes et leur famille. Les exilés doivent être autorisés à rentrer dans leur pays pour y vivre, y travailler, accomplir leur ministère, s'organiser sur le plan politique. C'est seulement quand la persécution religieuse aura cessé et qu'il n'y aura plus de prisonniers politiques que la réconciliation et la démocratie seront possibles.

Tant qu'on n'en sera pas là, la "démocratisation" sera une imposture; tant qu'on n'en sera pas là, nous continuerons d'insister pour une démocratie véritable et nous soutiendrons ceux qui combattent pour elle.

La liberté au Nicaragua, en Angola, en Afghanistan, au Cambodge, en Europe orientale, en Afrique du Sud, où que ce soit dans le monde, n'est pas seulement une question interne. Il y a quelque temps, l'écrivain dissident tchèque Vaclav Havel mettait en garde le monde en déclarant : "Le respect des droits de l'homme est la condition fondamentale et la seule authentique garantie d'une paix véritable". De son côté, André Sakharov, dans l'allocution qu'il a prononcé à l'occasion de son prix Nobel, devait déclarer :

"Je suis convaincu que la confiance internationale, la compréhension mutuelle, le désarmement, la sécurité internationale sont inconcevables sans une société ouverte, où règnent la liberté de l'information et la liberté de conscience et où sont respectés le droit de publier librement et le droit de se déplacer et de vivre dans le pays de son choix."

Le Président Reagan

La liberté sert la paix. La recherche de la paix doit servir la cause de la liberté. Une diplomatie patiente peut contribuer à un monde dans lequel les deux peuvent s'épanouir. Nous sommes encouragés par les nouvelles perspectives d'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest, et notamment entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

La semaine dernière, le Ministre des affaires étrangères soviétique, M. Shevardnadze, s'est rendu à Washington pour s'entretenir avec moi et avec le Secrétaire d'Etat, M. Shultz. Nous avons passé en revue toutes les questions, y compris mes efforts - une action de longue date - pour réduire, pour la première fois, les armes nucléaires des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Par exemple, c'est il y a six ans que je proposais pour nos deux pays "l'option zéro" pour les missiles nucléaires de longue portée et de portée intermédiaire. Je suis heureux de constater que nous sommes maintenant en principe d'accord pour conclure un traité véritablement historique qui éliminera toute une catégorie d'armes nucléaires américaines et soviétiques. Nous sommes aussi d'accord pour intensifier nos efforts diplomatiques dans tous les domaines d'intérêt mutuel.

A cet effet, le Secrétaire d'Etat, M. Shultz, et le Ministre des affaires étrangères se rencontreront à nouveau à Moscou dans un mois. De mon côté, je rencontrerai encore une fois le Secrétaire général, M. Gorbatchev, un peu plus tard cet automne.

Nous avons, et nous continuerons sans doute d'avoir des divergences de vue, mais cela nous confère la responsabilité particulière de chercher les moyens - des moyens réalistes - d'introduire une plus grande stabilité dans notre concurrence, offrant au monde un exemple constructif de la valeur de la communication et des possibilités de solution pacifique aux problèmes politiques.

J'ajouterai que, par notre Initiative de défense stratégique, nous cherchons un moyen de maintenir la paix en nous appuyant sur la défense - et non l'offensive - pour engendrer la dissuasion et, finalement, rendre ainsi inutiles les missiles balistiques. L'Initiative de défense stratégique a fortement amélioré les chances d'une véritable réduction des armements. C'est là un élément décisif de nos efforts pour assurer un monde plus sûr et un équilibre stratégique plus stable.

Nous continuerons de poursuivre l'objectif d'une réduction des armements, l'objectif sur lequel le Secrétaire général du PCUS et moi-même nous sommes mis d'accord : une réduction de 50 % de nos arsenaux stratégiques nucléaires respectifs.

Le Président Reagan

Nous continuerons d'insister auprès des Soviétiques pour qu'ils adoptent une attitude plus constructive dans le règlement des conflits régionaux. Nous attendons des Soviétiques qu'ils honorent les Accords d'Helsinki. Nous souhaitons une plus grande liberté pour les peuples soviétiques à l'intérieur du pays; plus d'échanges de particulier à particulier avec notre pays et la reconnaissance dans la pratique par les Soviétiques du droit à la liberté de mouvement.

Nous souhaitons voir venir le jour où ce que nous considérons aujourd'hui comme une source de friction ou même de danger se transformera en un modèle de coopération entre l'Union soviétique et nous. Par exemple, j'ai proposé que nous collaborions pour réduire les barrières qui se dressent entre l'Est et l'Ouest à Berlin et, d'une façon plus générale, en Europe. Oeuvrons ensemble pour une Europe où la menace ou l'emploi de la force - que ce soit un mur ou des canons - ne constituera plus un obstacle à la liberté de choix des individus ou des nations. J'ai aussi demandé qu'il y ait plus d'ouvertures dans le courant de l'information émanant de l'Union soviétique concernant sa force militaire, sa politique, ses programmes, de façon que nos discussions sur la réduction de l'armement puissent se dérouler avec plus de confiance.

On parle beaucoup de changements en Union soviétique. Ces changements, nous les souhaitons profondément. Nous entendons le mot "glasnost", que nous traduisons par "ouverture", mot très large, qui peut indiquer un courant libre et sans entrave de l'information, des idées et des gens - une liberté politique et intellectuelle dans toutes ses dimensions. Nous espérons, dans l'intérêt des peuples de l'URSS, que de tels changements interviendront. Nous espérons, dans l'intérêt de la paix, qu'ils incluront une politique étrangère respectueuse de la liberté et de l'indépendance des autres peuples.

Aucun lieu n'est plus propice que cette enceinte aux discussions sur la paix. Trygve Lie, premier Secrétaire général, faisait un jour cette remarque sur les Nations Unies :

"Lorsqu'il y a risque d'incendie, en l'absence d'un service organisé, le bon sens veut que les voisins s'unissent pour créer eux-mêmes leur propre caserne de pompiers."

S'unir pour éteindre le feu de la guerre - avec la Déclaration universelle des droits de l'homme - tel était l'idéal de l'Organisation des Nations Unies. Le défi qu'il nous faut constamment relever, c'est d'assurer que les Nations Unies répondent à ces espoirs.

Le Président Reagan

Comme le déclarait le Secrétaire général il y a quelque temps, les risques d'anarchie dans le monde augmentent parce que les règles fondamentales de la Charte des Nations Unies ont été violées. L'Assemblée générale, à plusieurs reprises, a reconnu ce fait dans le cas de l'occupation de l'Afghanistan. Si la Charte a, aujourd'hui, un sens pratique et concret, c'est parce qu'elle couvre toutes les aspirations humaines que j'évoquais tout à l'heure, dans tous leurs aspects - l'aspiration à la démocratie et à la liberté, l'aspiration à une paix universelle et l'aspiration à la prospérité.

Voilà pourquoi nous devons empêcher qu'on dégrade la Déclaration universelle des droits de l'homme comme on l'a fait avec l'infâme résolution associant le sionisme et le racisme. Nous ne pouvons ni accepter un contrôle des médias ni encourager la censure sous le faux prétexte d'un "nouvel ordre mondial de l'information". Nous devons nous opposer à toutes tentatives visant à introduire des questions litigieuses et non pertinentes dans les travaux des institutions spécialisées et techniques, où nous cherchons précisément à progresser sur des questions urgentes qui vont du terrorisme à la prolifération nucléaire, en passant par le trafic des stupéfiants, et qui nous menacent tous. De telles tentatives trahissent la Charte et affaiblissent l'Organisation.

Il y a eu d'importantes réformes administratives et budgétaires. Elles ont été bénéfiques. Les Etats-Unis se sont engagés à rétablir leurs contributions en même temps que progressent les réformes. Mais il reste encore beaucoup à faire. L'Organisation des Nations Unies a été bâtie à partir de grands rêves et de grands idéaux. Elle s'en est parfois écartée. Il est temps pour elle de se retrouver.

C'est Dag Hammarskjöld qui disait : "Tout effort politique doit aboutir au bien-être de l'individu, dans une vie sûre et libre". Ne devrait-ce pas être là notre objectif pour les années à venir?



Le Président Reagan

J'ai parlé aujourd'hui d'une vision et des obstacles qui entravent sa réalisation. Il y a plus de 100 ans, un jeune Français, Alexis de Tocqueville, se rendit en Amérique. Après cette visite, il a prédit que les deux grandes puissances à l'avenir seraient, d'une part, les Etats-Unis, qui seraient bâtis, comme il l'a dit, "par la charrue", et, d'autre part, la Russie, qui irait de l'avant, comme il l'a dit encore, "par l'épée". Faut-il vraiment qu'il en soit ainsi? Les épées ne peuvent-elles pas être transformées en charrues? Toutes les nations ne peuvent-elles pas vivre en paix?

Obsédés par nos antagonismes actuels, nous oublions souvent tout ce qui unit tous les membres de l'humanité. Peut-être avons-nous besoin d'une menace universelle extérieure pour reconnaître enfin ce lien qui nous unit? Je pense parfois à la rapidité avec laquelle nos différences disparaîtraient si nous devions tous faire face à une menace étrangère venue de l'extérieur. Et pourtant - et c'est une question que je vous pose - n'y a-t-il pas déjà une force étrangère parmi nous? Qu'est-ce qui pourrait être plus étranger aux aspirations universelles de nos peuples que la guerre et la menace de la guerre?

Il y a deux siècles, dans une salle beaucoup plus petite que celle-ci, à Philadelphie, les Américains se sont réunis pour rédiger une constitution. Au cours de leurs débats, l'un d'eux a dit que le nouveau gouvernement devait être bâti sur la base la plus vaste, en tenant le plus grand compte de la volonté et de l'assentiment du peuple, si l'on voulait qu'il aille loin. C'est ce qui a été fait et c'est ce qui s'est produit.

Je dirai aujourd'hui dans mon message que les rêves des gens ordinaires peuvent atteindre des sommets étonnants. Si nous, les pèlerins de la diplomatie, voulons atteindre des sommets semblables, il faut que nous bâtissions en tenant le plus grand compte de la volonté et de l'assentiment de l'humanité, ainsi que de l'immensité du coeur humain.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des Etats-Unis d'Amérique pour l'importante déclaration qu'il vient de prononcer.

M. Ronald Reagan, Président des Etats-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

## DEBAT GENERAL

## ALLOCUTION DE M. YASUHIRO NAKASONE, PREMIER MINISTRE DU JAPON

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre l'allocution du Premier Ministre du Japon.

S. E. M. Yasuhiro Nakasone, Premier Ministre du Japon, est escorté à la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à M. Yasuhiro Nakasone, Premier Ministre du Japon, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. NAKASONE (Japon) (parle en japonais; texte français fourni par la délégation) : Je voudrais d'abord, Monsieur le Président, vous exprimer mes sincères félicitations à l'occasion de votre élection en qualité de président de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale. J'ai confiance qu'avec la richesse de votre expérience dans la conduite des affaires des Nations Unies, votre sagesse supérieure et votre rôle dirigeant exceptionnel, vous mènerez cette session à une conclusion fructueuse et couronnée de succès.

Je voudrais en même temps exprimer mon appréciation sincère à S. E. M. Humayun Rasheed Choudhury pour son excellent travail en qualité de Président de la quarante et unième session, et en particulier pour les efforts de coordination qu'il a faits en lançant la réforme administrative et financière des Nations Unies.

Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer mon profond respect au Secrétaire général, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, pour les efforts assidus qu'il a faits pour résoudre les problèmes internationaux difficiles, en particulier le conflit Iran-Iraq.

Tout d'abord, je voudrais saluer avec la plus grande satisfaction l'accord de principe conclu la semaine dernière entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur l'élimination totale des missiles nucléaires à portée intermédiaire et la tenue d'un troisième sommet entre les deux dirigeants cet automne. Je désire leur rendre un grand hommage pour leur détermination politique qui a rendu cela possible.

M. Nakasone (Japon)

Parlant depuis cette même tribune il y a près de deux ans, à la session commémorative du quarantième anniversaire des Nations Unies, j'ai souligné qu'une nouvelle morale globale avec des systèmes pour la soutenir était nécessaire si nous voulions sauver la terre du péril de destruction le plus grave auquel elle ait jamais eu à faire face et assurer la survie même de l'humanité. A cette fin, j'avais exprimé le besoin d'une attitude par laquelle nous reconnâtrions la diversité et la valeur des cultures et civilisations du monde, ainsi que d'une appréciation et d'un respect mutuels. J'ai soutenu que les Nations Unies devaient devenir un véhicule pour créer, sur la base de cette attitude, une civilisation globale pour l'humanité tout entière.

Encouragé par la réponse favorable faite à mon exposé, je voudrais partager avec vous aujourd'hui un certain nombre de mes pensées sur les moyens pratiques de poursuivre mes idées ainsi que la position du Japon et le rôle qu'il peut jouer à cet égard.

Nous sommes à un peu plus d'une décennie du XXI<sup>e</sup> siècle et, en regardant en arrière, le XX<sup>e</sup> siècle a été une époque tumultueuse, pleine d'événements saisissants et de bouleversements sans précédent dans l'histoire humaine.

Dans la première moitié du siècle, le genre humain a enduré deux guerres mondiales et a dû faire face à la tragique explosion d'armes nucléaires. Depuis cette époque, nous avons souffert de la constante agonie de la possession et de l'accumulation d'armes nucléaires. Les deux superpuissances nucléaires ont déployé maintenant un nombre énorme de MBI jusqu'à atteindre une surcapacité de tuer qui pourrait frapper directement les zones vitales de l'autre. Bien que les deux côtés reconnaissent le paradoxe qui, inhérent à leur recherche de sécurité par la dissuasion, est le danger de catastrophe, ils ne sont pas encore en mesure de s'accorder sur les dispositions à prendre pour la réduction et l'élimination des armes nucléaires.

Sur le front économique, au bout de moins de trois décennies depuis le début du siècle, le monde a cédé au protectionnisme rampant, provoquant la grande crise désastreuse qui a précédé le déclenchement de la seconde guerre mondiale. L'économie mondiale s'est remise des ravages et de l'appauvrissement causés par la guerre et, par la suite, a atteint une croissance et une prospérité sans parallèle. Toutefois, elle a été de nouveau jetée dans le tumulte par deux crises du pétrole, tumulte dont elle ne s'est pas encore complètement remise. Les

M. Nakasone (Japon)

problèmes économiques globaux auxquels nous continuons à faire face, en particulier les disparités entre le Nord et le Sud, les déséquilibres commerciaux mondiaux et la déstabilisation de la finance internationale, sont extrêmement graves.

Par ailleurs, les progrès scientifiques et techniques de ce siècle écrasent vraiment ceux de la révolution industrielle de la seconde partie du XVIIIe siècle, et ils ont ouvert une nouvelle époque historique. Couvrant une vaste gamme de domaines depuis la vaste structure de l'univers jusqu'aux origines microscopiques de la vie, ces progrès ont contribué, dans une large mesure, aux améliorations du bien-être matériel de l'humanité. Appliquées avec sagesse, ces connaissances peuvent faire progresser de manière spectaculaire l'âge de l'information et en faire bénéficier largement la société humaine. Appliquées imprudemment et sans contrôle approprié, elles pourraient mettre en danger la dignité de la vie humaine ou détruire de manière irréversible l'environnement de la terre dont dépend tout le genre humain.

Ce siècle a également été témoin de la naissance de nombreux pays indépendants tandis que des peuples, partout et particulièrement en Asie et en Afrique, ont cherché à exercer leurs droits et leurs libertés inhérents. L'une après l'autre, ces nouvelles nations sont devenues Membres des Nations Unies. Le nombre de pays indépendants dans le monde entier a doublé presque du jour au lendemain, imprimant à la politique internationale un nouvel élan de vitalité et marquant l'histoire du monde d'une nouvelle ère dans laquelle on aspire aux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité universelles. Mais le genre humain n'a pas éliminé la pauvreté et la faim dans un certain nombre de ces nouveaux pays, pas plus qu'il n'a fait disparaître les conflits régionaux.

Entre-temps, tandis que les télécommunications et les transports continuent de se développer, les nations du monde deviennent de plus en plus interdépendantes et l'unité mondiale croît plus forte que jamais.

Tandis que ce siècle mouvementé de tragédies et d'espoirs tire à sa fin et que nous regardons vers un siècle nouveau, nous devons nous demander ce que nous avons appris des traumatismes de la grande crise et des deux guerres mondiales ainsi que des expériences ultérieures, et quelles sont les leçons que nous devrions passer aux générations futures.

L'humanité n'a-t-elle d'autre choix que de vivre constamment sous la menace d'armes nucléaires, une épée de Damoclès suspendue par un seul fil mince? N'avons-nous pas d'autre choix que de léguer à la postérité une planète qui, dans

M. Nakasone (Japon)

un nombre croissant de régions, est en train d'être dépouillée de son air précieux et de son feuillage verdoyant qui ont évolué au cours de quatre milliards d'années? Ne pouvons-nous pas faire mieux que de passer à la prochaine génération un monde avec une population bourgeonnante et avec des pays d'une pauvreté extrême, qui ne sont touchés ni par la science, ni par la technologie ni par l'industrie moderne?

Si nous voulons résoudre ces questions décisives qui confrontent l'humanité, je crois qu'il serait nécessaire pour nous tous, les pays et les peuples représentés ici aujourd'hui, de réaffirmer les principes fondamentaux pour une action conjointe dans trois domaines prioritaires.

Le premier consiste à assurer et à renforcer la paix mondiale. L'Etat ne doit pas seulement servir son propre peuple mais, ce qui est plus important, il doit s'efforcer de respecter et de protéger les valeurs humaines universelles qui dépassent les frontières nationales. Cela veut dire respecter la vie et les droits de l'homme, protéger l'environnement naturel irremplaçable et préserver les traditions culturelles qui sont le produit de la sagesse humaine et du travail au cours de plusieurs siècles. Ces valeurs doivent être respectées sous tout système de gouvernement ou d'idéologie. Bien sûr, cela n'implique pas qu'un Etat puisse injustement étendre son pouvoir au-delà de ses propres frontières.

La seconde préoccupation a trait au besoin de garanties très étendues au libre mouvement des gens, de l'information et de la culture à travers les frontières nationales. Tout récemment, à une autre occasion, j'ai dit que la seconde guerre mondiale ne se serait probablement pas produite s'il y avait eu des émissions de télévision qui auraient été reçues librement, de façon à ce que les peuples, partout, aient pu s'identifier les uns avec les autres en qualité de membres de la même race humaine. Je crois, en effet, que de telles garanties seraient un moyen important d'empêcher la troisième guerre mondiale, d'éviter la répétition d'atrocités et permettre à tous les peuples de partager la joie de vivre les uns avec les autres dans la riche diversité culturelle qu'offre le monde.

La troisième porte sur la nécessité de rectifier les disparités régionales et de protéger l'environnement global. Dans ce but, chaque Etat doit s'abstenir d'exercer sa souveraineté dans ses propres intérêts et doit s'efforcer de renforcer le cadre de coopération internationale centré sur les Nations Unies. A mesure que nous approchons du XXIe siècle, nous devons trouver de nouvelles façons d'accroître la capacité de l'autorité globale.

M. Nakasone (Japon)

H.G. Wells a déjà dit que "notre vraie nationalité est le genre humain". En tant que membres du village global qui dépasse les frontières nationales, chacun de nous devrait être mis au défi par sa conscience d'appliquer toute la sagesse acquise durant ce siècle pour trouver une solution aux problèmes qui nous préoccupent.

Dans ma déclaration ici même il y a deux ans, j'ai réclamé une "morale mondiale". Et maintenant je viens de faire référence à un village à la dimension du globe terrestre. Ce sont des termes qui vont sûrement devenir d'un usage courant dans le monde entier au XXI<sup>e</sup> siècle, car il est certain que, d'une part, les échanges et l'interdépendance entre les pays et les peuples s'accroîtront de façon spectaculaire et que, d'autre part, tout le genre humain risque l'anéantissement total si les fruits de la civilisation moderne sont utilisés à mauvais escient. Les hommes et les femmes du XXI<sup>e</sup> siècle devront simplement se considérer comme des citoyens du village global.

M. Nakasone (Japon)

Un principe de base de la vie dans le village, c'est l'aide mutuelle. Dans mon village natal, si quelqu'un n'avait pas un bol de riz, d'autres partageaient leur riz avec lui. La même philosophie est vraie pour le village global. John et Ivan appartiennent à un même village, où il n'y a pas de distinctions. C'est précisément pour cette raison que la Charte des Nations Unies nous exhorte à "pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage", à titre de premier pas vers la réalisation de ses buts élevés.

Jusqu'à présent, j'ai mis l'accent sur des principes plutôt idéalistes pour nous guider tandis que nous franchissons le seuil du XXI<sup>e</sup> siècle. Je voudrais maintenant examiner un certain nombre de problèmes posés par les dures réalités du monde d'aujourd'hui.

Tout d'abord, il est essentiel de s'efforcer de bâtir la confiance nécessaire pour l'élimination totale en fin de compte des armes nucléaires et la coexistence pacifique. L'accord de principe conclu par les Etats-Unis et l'Union soviétique la semaine dernière sur l'élimination totale des missiles nucléaires à portée intermédiaire (INF) constitue le premier accord de l'histoire pour la réduction d'armes nucléaires et c'est un pas en avant dans ce domaine. Etant un de ceux qui ont fortement préconisé la complète élimination globale des missiles nucléaires à portée intermédiaire (INF), j'ai accueilli sincèrement avec satisfaction cette bonne nouvelle. J'espère que les Etats-Unis et l'Union soviétique réaliseront promptement et de façon soutenue, dans un premier temps, le plan de réduction de 50 % des armes nucléaires stratégiques, tout en conservant un équilibre de dissuasion.

Le succès de ce plan engendrera par lui-même des sentiments d'affinité entre les peuples des deux nations et gagnera le soutien universel pour de tels efforts. Des progrès redoublés peuvent être faits en matière de désarmement d'armes nucléaires et traditionnelles, ainsi que des armes chimiques et autres, et pour un renforcement du TNP (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires). Ceci, à son tour, mènera sûrement à des progrès dans la solution des problèmes régionaux et ouvrira une nouvelle voie vers la paix mondiale. Je crois que c'est le plus grand trésor que nous puissions léguer à la postérité.

J'ai saisi chaque occasion pour engager vivement les Etats-Unis et l'Union soviétique à faire de véritables progrès vers le désarmement nucléaire aussi vite que possible; pour ma part, je continuerai de coopérer en vue du succès de ces efforts.

M. Nakasone (Japon)

Il est très probable qu'au stade final des négociations sur ces questions difficiles, une série d'obstacles surgisse au fur et à mesure que l'on entre dans les détails et qu'on élabore les textes officiels des accords. C'est précisément à ce moment-là qu'il conviendra de ne pas confier la solution des problèmes aux bureaucrates ni aux militaires, mais à des hommes politiques doués de sagesse et d'un sens aigu de leur responsabilité envers l'humanité. J'espère vivement que les dirigeants des deux pays, en bons hommes d'Etat, prendront des décisions politiques sages dont le monde se souviendra longtemps.

Je veux à cette occasion exprimer le vif espoir que les dirigeants soviétiques adopteront une position constructive dans leur politique vis-à-vis de l'Asie et, en ce qui concerne le Japon en particulier, qu'ils travailleront avec détermination pour régler le problème territorial et les autres questions en suspens et agiront de manière à édifier de vraies relations de confiance.

Les problèmes qui ont été créés au XXe siècle sont notre responsabilité; nous ne devons pas les passer, non résolus, au XXIe siècle.

La deuxième question concerne la nécessité de faire un effort concerté pour résoudre les graves problèmes qui confrontent l'économie mondiale. Afin de promouvoir la croissance de l'économie et de la prospérité mondiales, il est essentiel que les politiques de chaque pays soient harmonisées et, en particulier, que l'on résiste au protectionnisme. La session en Uruguay du GATT a été lancée comme moyen de combattre le protectionnisme, et nous devons travailler assidûment pour nous assurer que ses buts seront atteints.

Nous ne devons pas considérer les diverses difficultés qui confrontent les pays du Sud simplement comme le sort de l'humanité et nous y résigner. Tandis que les efforts personnels par leurs dirigeants et leurs peuples sont évidemment essentiels à la solution de leurs problèmes, certains problèmes, tels que la récente accumulation de dettes et les difficultés d'exportation, sont dus en partie aux changements dans la structure économique et industrielle du monde pour lesquels les pays du Sud ne peuvent pas être les seuls responsables.

Chaque fois qu'une défaillance économique se produit dans une partie quelconque du monde, il nous incombe à tous, dans l'intérêt du peuple de la région ainsi que pour la stabilité économique du monde, d'aborder le problème et d'imaginer, sans perdre un instant, tous les moyens possibles de coopération afin d'éviter une crise. Une telle coopération est déjà évidente dans les activités des organisations



M. Nakasone (Japon)

financières internationales et dans divers efforts conjoints de nombreux pays; nous devrions même réaffirmer plus clairement notre détermination de promouvoir ces efforts efficaces. Ce n'est que de cette façon que tous les peuples du monde seront en mesure de se considérer vraiment comme membres d'une seule race humaine et liés les uns aux autres par la solidarité qui transcende les frontières nationales. Dans le même temps, les peuples du Sud seront très encouragés dans leurs efforts personnels.

En reconnaissant qu'il ne peut pas y avoir de prospérité pour le Japon sans prospérité mondiale, mon pays a fait tous ses efforts pour revitaliser l'économie mondiale et apporter une aide aux pays en développement, tout en faisant, en même temps, la promotion de l'internationalisation de sa propre économie. Profondément conscient de ses responsabilités imposantes, le Japon est résolu à faire même une plus grande contribution à la communauté internationale.

Depuis l'année dernière, le Japon a fait la promotion d'un programme pour recycler jusqu'à 30 milliards de dollars et a mis en oeuvre un plan pour fournir 500 millions de dollars de subvention d'aide à des pays du sud du Sahara et à d'autres pays africains au cours de trois années. Je me réjouis d'avoir des entretiens pour la mise en oeuvre de ces projets avec les pays intéressés. Au sujet de la coopération économique, je crois qu'il est particulièrement important de promouvoir les échanges parmi les jeunes gens et parmi les jeunes dirigeants des entreprises ainsi que le transfert de technologie concomitant. En même temps, en regardant vers le XXI<sup>e</sup> siècle, nous croyons que le développement des ressources humaines et l'interaction humaine sont de la plus haute importance pour progresser en administration publique et en éducation, et le Japon coopère totalement à cette fin.

La troisième question a trait au règlement des problèmes régionaux. La plus urgente des tâches auxquelles nous avons à faire face est de mettre fin au conflit entre l'Iran et l'Iraq, qui entre dans sa huitième année, rétablissant la paix dans la région qui est le berceau de la civilisation du monde, et de ramener le calme dans les eaux du Golfe.

Récemment, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 598 (1987). Cette résolution a été rédigée en portant la plus grande attention possible, dans les circonstances actuelles, aux positions des parties en cause et elles s'attendent à ce que le Secrétaire général, qui bénéficie de la confiance des deux parties, joue un rôle clef dans sa mise en oeuvre. Convaincu qu'il n'y a pas

M. Nakasone (Japon)

d'autre moyen de résoudre cette question, j'insiste énergiquement auprès des deux parties pour qu'elles mettent fin au conflit et établissent une paix durable, ainsi que l'exige la résolution. Pour sa part, le Japon a travaillé sans relâche en vue du rétablissement de la paix, et maintenant, en sa qualité de membre du Conseil de sécurité également, il fait de bonne foi tous les efforts dans ce but. En même temps, mon pays a l'intention de continuer à soutenir les efforts vigoureux du Secrétaire général. Tous les peuples du monde entier souhaitent ardemment voir le conflit Iran-Iraq se terminer et je m'obstine à espérer que les deux pays se comporteront avec bon sens et répondront à ce souhait.

De plus, je dois mettre l'accent sur le fait qu'il est important, comme principe général, pour mettre fin à n'importe quel conflit et établir la paix, que tous les pays s'abstiennent de fournir des armes à l'une ou l'autre partie.

Ailleurs, il est des plus regrettable qu'aucun progrès concret n'ait été fait en vue d'une solution satisfaisante des problèmes en Afghanistan et au Kampuchea. Toutes les forces armées étrangères devraient être retirées complètement et sans délai des deux régions. Le Japon appuie avec force l'établissement dans ces pays d'Etats souverains qui soient vraiment démocratiques, indépendants, non alignés et neutres.

La politique d'apartheid du Gouvernement d'Afrique du Sud viole de manière flagrante le principe de l'égalité raciale et le respect des droits de l'homme et doit être abolie promptement et complètement.

M. Nakasone (Japon)

Dans la péninsule Coréenne, les parties du Sud et du Nord devraient, par des négociations directes, chercher à tempérer les tensions, à établir un dialogue portant sur tous les aspects de la question et à réaliser une réunification pacifique. A titre de première étape vers la réunification, j'appuie l'admission à la fois du Nord et du Sud aux Nations Unies. J'espère avec ferveur qu'aux jeux Olympiques de Séoul, l'année prochaine, toutes les nations du monde se joindront les unes aux autres dans une participation totale pour faire des Jeux, une fois de plus, un festival vraiment mondial et que par les sports, l'amitié Est-Ouest sera favorisée et que, en particulier, les tensions dans la péninsule Coréenne se relâcheront.

De plus, l'humanité ne s'est pas libérée des craintes de conflits et de guerres provoqués par la rivalité entre les peuples, pas plus qu'elle n'a été en mesure d'éviter la dévastation, sur une grande échelle, des catastrophes naturelles. En cette occasion, je voudrais souligner la nécessité, pour les Nations Unies, d'améliorer et de renforcer les moyens dont elles disposent pour aider à prévenir de façon rapide et efficace les catastrophes naturelles et fournir des secours.

En outre, je voudrais dire quelques mots sur la façon dont nous pourrions améliorer les perspectives d'avenir pour le monde tandis qu'il approche du XXI<sup>e</sup> siècle et dont le Japon peut coopérer pour réaliser ces aspirations.

Très brièvement, j'ai le sentiment qu'il se dégagera dans le monde entier une tendance à libérer partout les peuples des chaînes des idéologies dogmatiques du XIX<sup>e</sup> siècle. Cela est dû en partie au désir sincère d'échapper rapidement à la menace persistante des armes nucléaires, qui transcende toutes les idéologies et devient universellement partagé. De même, les gens sont partout de plus en plus conscients, quels que soient les systèmes politiques et sociaux sous lesquels ils vivent, que la logique économique fondamentale, basée sur la liberté et la créativité, est plus forte que l'idéologie.

Cette tendance s'est manifestée par le soutien global puissant en faveur de la tenue, le plus rapidement possible, d'une réunion au sommet entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et dans la lutte contre une autorité centrale excessive et le protectionnisme dans la politique économique de l'Est et de l'Ouest. A mesure que cette tendance qui se fait jour commencera à porter ses fruits aussi bien dans les pays démocratiques que socialistes et deviendra universelle, l'influence des idéologies rigides déclinera inévitablement, et le monde passera de l'affrontement

M. Nakasone (Japon)

à la conciliation, du conflit à la coopération. Puis apparaîtront les possibilités favorables à la création d'un ordre mondial harmonieux, d'une dimension nouvelle, dans lequel une approche réaliste et pratique prendra toute sa valeur.

Je voudrais à présent en dire un peu plus au sujet de mes vues sur la façon de trouver une issue à l'impasse Est-Ouest. L'affrontement actuel entre l'Est et l'Ouest est, malheureusement, profondément enraciné dans les contraintes structurelles de la communauté internationale, constituée d'Etats souverains. Lorsque nous nous parlons l'un à l'autre, face à face, nous nous apercevons que les gens de chaque pays appartiennent à la même race humaine et qu'ils sont, fondamentalement, de bonne volonté. Cependant, une fois qu'ils sont dans le cadre d'un Etat, les gens semblent changer souvent tandis qu'ils sont manipulés par des institutions d'Etat et se trouvent en première ligne de l'affrontement et de la rivalité entre Etats. A cet égard, l'on ne peut que conclure que, dans la communauté internationale contemporaine, la rivalité et la discorde entre les Etats et les personnes ne peuvent pas être entièrement vaincues.

Il n'est pas facile du tout pour ceux auxquels ont été confiées de réelles responsabilités de gouvernement national d'échapper à cette réalité. Inhérent aux armes nucléaires, il y a le dilemme selon lequel, bien qu'elles aient chacune un potentiel d'une destruction catastrophique, l'une des parties estime qu'elle doit les posséder tandis que l'autre les possède pour maintenir une dissuasion mutuelle. Il nous faut trouver le moyen de sortir de cette impasse, de façon à être libérés du soupçon et de la crainte et revenir à un monde sûr et confiant. A vrai dire, cela ne ferait-il pas à nouveau de notre conscience notre guide principal?

La Réunion au sommet entre les Etats-Unis et l'Union soviétique qui a eu lieu à Reykjavik en 1986 et les progrès accomplis vers un accord ont été, pour ainsi dire, une brillante lueur d'espoir de s'échapper du monde de la peur qui régnait depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cette collaboration historique sur le désarmement a fait souffler un vent nouveau d'harmonie et de coopération sur le monde entier, et j'ai l'espoir qu'elle contribuera à créer une énergie qui pourrait être consacrée notamment à venir en aide aux pays les plus pauvres, aux pays en développement et à ceux qui sont lourdement endettés, ainsi qu'à préserver l'environnement mondial. Ainsi que l'histoire de l'Indochine et la situation actuelle en Afghanistan en témoignent toutes les deux de manière si frappante, la guerre ne résoud pas les problèmes; au contraire, elle déstabilise les sociétés des

M. Nakasone (Japon)

pays concernés. Mais n'avons-nous pas atteint un carrefour en politique internationale où, grâce à la sagesse des hommes d'Etat de chaque pays, le cours de l'histoire peut être réorienté?

Près d'un demi-siècle s'est écoulé depuis que le système des blocs Est-Ouest a surgi. Les peuples des deux camps ont fait montre de fierté et de confiance dans leurs propres systèmes, mais il y a dû aussi y avoir des moments où ils ont ressenti des doutes. Il est grand temps de redoubler d'efforts pour connaître les réalités dans les différentes sociétés que nos semblables ont créées. Etant donné qu'il est maintenant possible d'utiliser les télécommunications par satellite pour des échanges instantanés d'information, les deux parties ne pourraient-elles pas ouvrir leur coeur franchement et honnêtement et se montrer l'une à l'autre les réalités de leur propre pays?

En ce sens, je suis convaincu que si le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev, en tant qu'individus conscients de leurs responsabilités appartenant à la même race humaine parvenaient, à leur troisième réunion, à établir une relation de confiance véritable, cela préparerait le terrain pour l'humanité tout entière et ouvrirait la voie d'une ère nouvelle de dialogue pacifique et de coexistence concurrentielle aux quatre coins du globe.

De plus, un phénomène qui va au-delà de l'affrontement Est-Ouest apparaît maintenant dans la gestion économique de nombreux pays du monde entier. Je me réfère au fait que la tendance, par exemple, vers la libéralisation et le renforcement des principes de l'économie de marché se répand. Le fait que ces conditions deviennent partout monnaie courante démontre que la logique économique est en train d'être appliquée de plus en plus partout dans le monde. Récemment, dans les régions en développement du monde entier, et particulièrement dans la région Asie-Pacifique proche du Japon, des pays nouvellement industrialisés aux taux de croissance spectaculaires ont fait leur apparition. Je crois que cela a été possible parce que les pays de cette région ont profité de ces principes économiques et appliqué des méthodes qui captent les énergies de leurs peuples. C'est pourquoi je suis très impatient de voir ce que seront les changements réels en politique étrangère et intérieure de l'Union soviétique, à la suite de la perestroïka et du glasnost qu'elle préconise, et de la Chine, à la suite de sa politique d'ouverture au monde extérieur.

Nous avons pour mission de faire de la planète Terre le foyer du genre humain - le seul qu'il possède -, un lieu de paix, de liberté, une terre verdoyante. S'il

M. Nakasone (Japon)

appartient à toutes les organisations internationales de servir ce but, les Nations Unies sont le seul forum mondial qui soit actif dans le maintien de la paix, la protection des droits de l'homme et l'amélioration du bien-être de tous les peuples. Les responsabilités des Nations Unies sont considérables, et le maintien de leur existence est crucial.

Il est malheureusement vrai que les Nations Unies n'ont pas entièrement répondu aux espoirs que l'on avait caressés à leur création. Il est facile de critiquer l'Organisation. Cependant, si les Nations Unies n'avaient pas existé, comment aurait-il été possible de maintenir l'ordre et de renforcer notre bien-être commun dans l'arène internationale complexe d'aujourd'hui? Où pourrions-nous trouver ailleurs un forum pour refléter les opinions des Etats du monde entier, pour combler le fossé entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud?

C'est précisément en ces moments de difficultés pour les Nations Unies que nous devrions réfléchir à ce qui se passerait si elles n'existaient pas et nous consacrer à défendre, renforcer et améliorer l'Organisation.

Les Nations Unies doivent devenir de vraies nations unies. Par dessus tout, il est nécessaire de renforcer leurs fonctions de maintien de la paix. Pour sa part, le Japon a fait des efforts actifs pour soutenir les opérations de maintien de la paix, principalement par une aide financière. Le Japon a l'intention de rechercher le moyen de contribuer davantage à renforcer les opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans l'avenir.

M. Nakasone (Japon)

Depuis son admission, le Japon a fait des Nations Unies un pilier central de sa politique étrangère et a fait des efforts sincères pour renforcer et améliorer l'Organisation.

Toutefois, les changements qui se sont produits dans la situation internationale et aux Nations Unies au cours des années depuis leur fondation sont énormes. Le nombre d'Etats Membres est maintenant plus élevé que celui qui avait été envisagé à l'époque de la fondation de l'Organisation, et ceci a eu pour résultat non seulement de faire une mosaïque pittoresque de caractéristiques distinctives, mais de présenter des questions nouvelles et imprévues pour son ordre du jour, tandis que nous entrons dans une nouvelle ère de civilisation. Pour que les Nations Unies soient en mesure de répondre promptement à ces changements, elles doivent être constamment réformées. Je crois également que, dans les domaines spécialisés tels que l'économie, la tendance à politiser indûment les questions devrait être corrigée.

J'espère que tous les Etats Membres se joindront les uns aux autres pour étudier ces problèmes dans le but de déterminer le genre d'organisation que les Nations Unies devraient devenir à l'avenir.

Si le XXe siècle a été un âge de destruction, avec deux guerres mondiales et la tragédie des premières explosions nucléaires, le prochain siècle doit être celui qui sera inondé du soleil radieux de la paix. Jusqu'à présent, la paix n'a régné que de façon intermittente, entre les guerres successives. Etablir une paix durable sera naturellement une tâche extrêmement complexe et difficile. Mais n'est-ce pas une obligation pour les hommes d'Etat d'aujourd'hui de confronter carrément des défis historiques tels que celui-ci? Les Nations Unies sont, après tout, une Maison de la Paix, où ces hommes d'Etat se réunissent et, avec l'établissement d'une paix durable comme but commun, travaillent ensemble avec détermination et tolérance pour nourrir et préserver les valeurs et les cultures diverses et renforcer la dignité de l'humanité.

A cette occasion, je m'engage, avec vous, à exercer les graves responsabilités qui m'ont été confiées en tant qu'homme d'Etat parmi ceux qui sont réunis ici aux Nations Unies. Travaillons ensemble dans le sincère espoir que des bénédictions seront accordées à nos enfants et à la terre du XXIe siècle.

Dans l'attente de la réunion du sommet Etats-Unis-Union soviétique pour la réduction et l'élimination des armes nucléaires, la présente session est la plus notable dans l'histoire de l'Organisation pour assurer la paix et la coexistence.

M. Nakasone (Japon)(L'orateur poursuit en anglais)

Dans son poème, "Un hymne à la vie", le poète américain, Henry Wadsworth Longfellow, nous enseigne à faire en sorte que chaque jour représente un progrès sur la veille. Je voudrais conclure mes observations en citant la dernière strophe de ce poème :

"Levons-nous donc et mettons-nous à l'oeuvre,  
Prêts à affronter tout destin;  
Tout en oeuvrant, tout en poursuivant,  
Apprenons à travailler et à attendre."

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Japon de l'important discours qu'il vient de prononcer.

M. Yasuhiro Nakasone, Premier Ministre du Japon, est escorté hors de la salle.

M. DHANABALAN (Singapour) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous féliciter à l'occasion de votre élection unanime. Grâce à votre grande compréhension des complexités de la situation internationale et à votre expérience diplomatique considérable, nous sommes certains que vous guiderez nos travaux avec justice et sagesse dans les mois à venir. Je tiens également à saluer l'Ambassadeur Joseph Reed et à le féliciter à l'occasion de son accession au poste de secrétaire général adjoint aux affaires de l'Assemblée générale. Le Secrétaire général n'aurait pas pu faire un meilleur choix pour ce poste. Enfin, et surtout, je tiens à exprimer notre reconnaissance pour le bon travail accompli par votre précécesseur, S. E. M. Humayum Rasheed Choudhury.

Cette assemblée se tient à un moment où des changements profonds sont en cours dans les structures et dans les processus fondamentaux de la politique internationale. Un sommet entre le Président Reagan et M. Gorbatchev sera tenu vers la fin de l'année. Les deux superpuissances sont sur le point de conclure des accords importants sur la limitation des armements. Par ailleurs, les relations entre la Chine et l'Union soviétique comprennent désormais une dimension de coopération de plus en plus importante.

Ces événements ne concernent pas seulement les trois grandes puissances directement intéressées. Lorsque ces puissances réexaminent leurs rapports, les effets s'en font sentir aux coins les plus éloignés du système international. Aucun d'entre nous ne peut échapper à leurs conséquences. Nous devons tous nous adapter également à ces changements. Ces réajustements ne sont jamais aisés.



M. Dhanabalan (Singapour)

Des habitudes privilégiées en matière de pensée, des types de comportement bien enracinés et des politiques confortablement familières doivent être réexaminés objectivement et impitoyablement à la lumière de la nouvelle situation et, s'il le faut, abandonnés. La nature humaine étant ce qu'elle est, c'est là un processus douloureux mais nécessaire. Il faut qu'il ait lieu.

Une récente déclaration faite par un important dirigeant international m'a remis ce simple fait en mémoire. A une réunion d'experts sur le désarmement organisée par les Nations Unies, en juin dernier, il a déclaré :

"... nous avons dû revoir de façon analytique les approches traditionnelles et les notions établies en ce qui concerne la paix et la sécurité. En d'autres termes, nous avons dû repenser cette question importante de notre époque. En procédant au classement des dogmes et des stéréotypes périmés, nous sommes arrivés à au moins deux conclusions essentielles. Premièrement, lorsqu'il s'agit des intérêts suprêmes de survie, le monde ne fait qu'un, indépendamment de sa diversité ... Deuxièmement, la sécurité de tout Etat serait plus grande s'il renonçait à menacer la sécurité de l'autre partie".

Je voudrais insister sur cette dernière phrase. Cette déclaration a été faite par le Vice-Ministre de l'Union soviétique, Alexandre Bessmertnykh. Si une superpuissance reconnaît la nécessité d'un changement, aucun autre pays ne doit se bercer de l'illusion qu'il peut continuer sur les sentiers battus. L'histoire fourmille des décombres des Etats qui ont essayé de le faire.

M. Dhanabalan (Singapour)

Les Nations Unies sont elles-mêmes la conséquence d'une période similaire de réajustement international qui s'est produite après la seconde guerre mondiale. Elles étaient destinées à restructurer la façon dont le système international fonctionnait et dont les Etats traitaient les uns avec les autres. Si leurs buts n'ont pas tous été atteints ni leurs promesses remplies, il faut, cependant, que nous nous demandions quel rôle peuvent jouer les Nations Unies pour aider la vaste majorité de leurs Membres à s'adapter aux profondes transformations actuellement en cours. Nous, les petits Etats du tiers monde, formons cette majorité.

Je crois que les Nations Unies ont un rôle important à jouer. Les considérer comme inutiles, c'est faire preuve de facilité, de mesquinerie, de cynisme et c'est commettre une grave erreur. Très peu d'entre nous, ici présents, sont dans le secret des discussions privées entre les grandes puissances. Très peu d'entre nous, s'il en est, ont la possibilité d'influencer directement les réajustements des intérêts nationaux qui se produisent à mesure que les grandes puissances réordonnent, lentement mais inexorablement, leurs relations. Ce n'est qu'aux Nations Unies que nous pouvons les rencontrer en tant qu'égaux théoriques.

Les Nations Unies, malgré toutes leurs imperfections, sont encore la seule organisation qui possède au moins la possibilité de protéger les droits et les intérêts des petits Etats. Les grandes puissances peuvent le faire sans le secours d'institutions internationales, mais pour les Namibiens et les Palestiniens qui luttent pour leur patrie, pour les Sud-Africains qui luttent contre le système odieux de l'apartheid et pour tous les peuples opprimés qui luttent contre l'invasion et l'occupation étrangères, seules les Nations Unies offrent l'espoir que leurs intérêts ne seront pas oubliés à mesure que les grandes puissances réajustent leur position.

Les Nations Unies sont donc uniquement destinées à aider les plus petits Etats à s'adapter aux changements qui se produisent en politique internationale. Ce n'est qu'aux Nations Unies que nos intérêts sont protégés. Et ce n'est qu'aux Nations Unies que l'on peut définir les problèmes d'une façon qui permette d'atténuer le processus ardu du réajustement. Et cela, parce que, lorsque la communauté internationale se prononce par l'adoption de résolutions des Nations Unies adoptées à une majorité écrasante, aucun Etat, même s'il n'appuie pas pleinement une résolution donnée, ne pourrait se sentir menacé. Chaque Etat, quels que soient ses intérêts, fait également partie de cette même communauté internationale. Les Nations Unies obligent les Etats, même contre leur gré, à

M. Dhanabalan (Singapour)

reconnaître ce qui est, en définitive, de leur meilleur intérêt. Ce serait une erreur que de considérer les Nations Unies comme reflétant uniquement les intérêts nationaux. Les Nations Unies parlent en notre nom à tous, et en encourageant le respect des principes de droit et de justice universels, elles transcendent la dimension nationale et spécifique en s'adressant également à un ensemble irréductible d'intérêts communs qui nous unissent, en dépit de tout ce qui peut nous diviser.

Il est axiomatique de dire que les Etats agissent dans leur propre intérêt, mais les Nations Unies agissent dans l'intérêt de tous. Aucun Etat, si intransigeant, si indifférent soit-il, ne peut indéfiniment méconnaître les Nations Unies. Une question d'importance vitale pour la région à laquelle appartient mon pays en est un exemple précis: la question du Kampuchea. En tant qu'étude de la façon dont les Nations Unies influent sur la définition des intérêts des Etats Membres, le Kampuchea constitue un problème d'une importance plus que locale.

Lorsque le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est réuni pour la première fois pour discuter de l'invasion et de l'occupation du Kampuchea, en janvier 1979, le Viet Nam a, tout d'abord, nié avoir envoyé une partie quelconque de ses forces au Kampuchea. Par la suite, il a prétendu qu'il n'y avait envoyé que des "volontaires". Enfin, sous la pression des Nations Unies, le Viet Nam a admis avoir envoyé ses forces armées au Kampuchea, mais a maintenu avec insistance qu'elles y étaient entrées sur l'"invitation" du régime qu'il avait installé à Phnom Penh après l'invasion, ce qui équivaut à dire que c'était la charrue qui avait tiré les boeufs au Kampuchea.

Sous la pression des Nations Unies, le Viet Nam a également changé sa position sur la question cruciale de savoir si un règlement politique s'impose au Kampuchea. Le 5 janvier 1980, le Ministre des affaires étrangères vietnamien et certains de ses "collègues indochinois" ont signé un communiqué concernant le Kampuchea. Il a dit que "la situation au Kampuchea est irréversible". Il a également affirmé que les efforts déployés "pour trouver une solution politique à la question du Kampuchea étaient vains et inutiles". Six ans et demi plus tard, après que l'Assemblée générale, dans plusieurs résolutions, eut demandé à son pays de donner son accord à une solution politique, le Ministre des affaires étrangères vietnamien, lors d'une réunion similaire, a signé un communiqué, dans lequel il

M. Dhanabalan (Singapour)

reconnaisait qu'il devait oeuvrer avec d'autres pays "pour aboutir à une solution politique de la question du Kampuchea". Eh bien, passer de la négation même de l'existence d'un problème à l'admission qu'il existe un problème qui ne peut être résolu que par des moyens politiques, c'est faire là un premier pas important.

Les Nations Unies peuvent s'enorgueillir de ce premier pas important. Mais ce n'est qu'un premier pas. Pour que le Viet Nam fasse le pas suivant et commence vraiment à négocier pour trouver une solution politique, les Nations Unies doivent le persuader en maintenant une position ferme sur cette question. Pour être durable, une solution politique doit être juste. Elle doit s'attaquer aux préoccupations communes aux parties intéressées et ne pas servir uniquement de paravent pour permettre à un Etat d'imposer sa volonté à un autre par des moyens détournés.

M. Gorbatchev a d'ailleurs énoncé clairement et brièvement cette vérité toute simple. Il a dit que

"le summum de la sagesse consiste à ne pas penser seulement à soi-même, ou pis encore, au détriment d'autrui. Chacun doit pouvoir sentir qu'il possède le même degré de sécurité".

Nous espérons que les amis et alliés de M. Gorbatchev partageront sa façon de voir et écouteront son conseil.

En formulant des propositions s'inspirant de ce principe, les Nations Unies ont également un rôle vital à jouer. Les résolutions de l'Assemblée générale sur la situation au Kampuchea, qui ont été constamment adoptées à une majorité écrasante, esquissent le cadre d'une telle solution. Elles tiennent compte des intérêts de toutes les parties concernées, dont ceux du Viet Nam ne sont pas les moindres. Et parce qu'elles reflètent la voix de la communauté internationale, les résolutions des Nations Unies ne doivent pas être considérées comme une victoire d'un Etat ou d'un parti sur un autre, mais plutôt comme un triomphe de notre humanité commune. Il ne saurait y avoir de déshonneur ou d'inconvénient à respecter les demandes des Nations Unies.

Une proposition pleinement conforme à l'esprit des Nations Unies est celle qu'a faite récemment mon collègue indonésien, le professeur Mochtar Kusumaatmadja, qui a proposé de convoquer une réunion officieuse de toutes les parties kampuchéennes. Une telle réunion tiendrait compte du fait que le problème du Kampuchea doit également être réglé entre les différentes factions khmères, un principe que le Viet Nam a toujours maintenu depuis même que le Conseil de sécurité

M. Dhanabalan (Singapour)

a examiné, pour la première fois, la question du Kampuchea, en janvier 1979. Mais il est évident que le Viet Nam, en tant qu'Etat dont les forces militaires et les administrateurs civils occupent le Kampuchea, possède seul la capacité de décider si une telle réunion entre les Khmers serait utile ou ne serait qu'une simple comédie. La proposition du professeur Kusumaatmadja envisageait donc que le Viet Nam réagisse à notre prise en considération de bonne foi de ses propres intérêts en participant à la réunion des Khmers, mais pas nécessairement au stade initial. Malheureusement, le Viet Nam a refusé de reconnaître qu'il détient la clef de la solution du problème du Kampuchea et n'a pas accepté de participer à de tels entretiens.

Le Viet Nam cherche, au contraire, à déformer la nature de l'entente intervenue. Il a prétendu vigoureusement que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et les "Etats indochinois" étaient parvenus à une sorte d'accord et que la communauté internationale pourrait aider au mieux en refusant de prendre position en faveur d'une partie ou de l'autre. Le fait est purement et simplement que le Viet Nam n'a pas donné son accord pour participer à toutes discussions qui entraîneraient le retrait de ses forces militaires du Kampuchea et qui permettraient ainsi au Kampuchea de ré-émerger en tant que nation libre et indépendante.

M. Dhanabalan (Singapour)

Ce serait une tragédie pour les Kampuchéens, pour les habitants du Sud-Est asiatique et pour la communauté internationale si les Nations Unies cessaient d'avoir une position de principe claire sur cette question. C'est la pression exercée par les Nations Unies qui a contraint le Viet Nam à reconnaître l'existence d'un problème kampuchéen et la nécessité de lui apporter une solution politique. De même, une pression continue de la part de la communauté internationale obligera le Viet Nam à accepter une solution basée sur les principes de la Charte des Nations Unies.

Loin de s'exclure, les efforts de la communauté internationale et les efforts des Etats du Sud-Est asiatique pour aboutir à une solution sont complémentaires. Les Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) poursuivront de bonne foi leurs efforts à cette fin. Nous resterons en contact étroit avec le Prince Norodom Sihanouk. Celui-ci a envoyé un signal politique précieux au Viet Nam lorsqu'il a décidé de prendre un congé d'un an pour se mettre à la disposition de toute partie qui souhaiterait discuter en vue de progresser sur la voie d'une solution au problème kampuchéen. Le Prince Norodom Sihanouk reste le seul dirigeant kampuchéen à bénéficier d'un large respect tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Kampuchea. Aucune solution valable ne pourra être trouvée sans la participation du Prince Norodom Sihanouk. La communauté internationale devrait donc instamment prier les dirigeants vietnamiens de s'entretenir directement avec lui.

L'histoire a prouvé que toutes les tentatives faites pour nier les changements à l'échelle internationale sont vaines. La réalité a cette mauvaise habitude de s'imposer, même à ceux qui pratiquent la politique de l'autruche. Alors que les grandes puissances prennent les décisions qui façonneront la politique internationale du siècle prochain, notre participation aux Nations Unies nous aide à nous adapter à la nouvelle situation sans trop de retard et sans trop de douleurs. Cependant, tout en reconnaissant la nécessité d'une telle adaptation, nous ne devons pas perdre de vue certaines constantes et certains points de référence. La Charte des Nations Unies contient ces points de référence ainsi que les principes moraux fondamentaux que nous avons le devoir de respecter alors même que nous nous adaptons afin de survivre.

Voilà où réside le caractère unique des Nations Unies. Elles sont un outil au service de la constance aussi bien que du changement, un moyen susceptible de procéder, de façon délibérée et non au hasard ou bien avec cynisme, aux adaptations

M. Dhanabalan (Singapour)

nécessaires. C'est la raison pour laquelle, en dépit des déceptions inévitables que nous connaissons, je continue à croire que, grâce à la persévérance et au dévouement de cette institution, il est encore possible de trouver des solutions justes aux problèmes du Kampuchea, du Moyen-Orient, de l'Afrique du Sud ainsi que des nombreuses autres régions du monde où des troubles persistent. Les Nations Unies sont un instrument perfectionné qui permet à ses Membres de naviguer en sécurité parmi les écueils traîtres des politiques internationales, et d'arriver au havre de l'ordre international. Il appartient donc à tous les Membres des Nations Unies de trouver la volonté nécessaire pour utiliser comme il convient cette organisation.

La séance est levée à 12 h 45.